



CJPMO : Les deux rapports du Parlement canadien reconnaissent le racisme anti-palestinien tout en le perpétuant

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 11 décembre 2024

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

Montréal, le 11 décembre 2024 -

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) s'inquiète vivement des recommandations contradictoires contenues dans deux rapports du Comité de la justice et des droits de la personne (JUST) du Parlement qui semblent reconnaître le racisme anti-palestinien (RAP) tout en supprimant le discours et l'activisme pro-palestiniens. Le 10 décembre 2024, le Comité JUST a publié deux rapports, sur la lutte contre [l'islamophobie](#) et [l'antisémitisme](#), avec 34 recommandations pour le gouvernement canadien. CJPMO note que si le premier rapport recommande de reconnaître la discrimination à l'égard des Palestiniens, le second définit les perspectives palestiniennes comme antisémites et exhorte les universités à réprimer l'activisme pro-palestinien, y compris l'expression démocratique par le biais de boycotts d'Israël fondés sur des principes.

« Le fait que le Parlement ait reconnu la nécessité d'identifier le racisme anti-palestinien constitue une avancée positive. Maintenant, le Canada doit adopter une définition appropriée qui identifie avec précision la manière dont ce racisme est systémique – y compris à travers les expressions du sionisme telles que le déni de la Nakba », a déclaré Alex Paterson, directeur principal de la stratégie et des affaires parlementaires pour CJPMO. « Tous ces progrès potentiels sur l'RAP seront toutefois compromis si Trudeau continue à promouvoir des définitions discréditées de l'antisémitisme qui suppriment intentionnellement les expériences vécues par les Palestiniens et répriment les défenseurs des droits de la personne sur les campus. Le Parlement contribue au problème de racisme qu'il a lui-même identifié », a ajouté M. Paterson.

CJPMO est encouragée par le fait que le rapport JUST sur l'islamophobie recommande que le Canada « reconnaisse officiellement la discrimination envers les Palestiniens comme un groupe distinct » et adopte un plan d'action en consultation avec « les communautés musulmanes, arabes et palestiniennes ». Le rapport aborde longuement la question de l'RAP, y compris les répercussions de l'islamophobie et de l'RAP sur les activités de plaidoyer en faveur de la Palestine.

Cependant, CJPMO est alarmée par le fait que les recommandations du rapport du Comité sur l'antisémitisme sont principalement axées sur l'effacement de l'identité et de l'expérience vécue des Palestiniens. En particulier, le rapport s'intéresse à la suppression

des formes de protestation pro-palestinienne et des discours critiques à l'égard d'Israël, notamment sur les campus universitaires. A titre d'exemple :

- Le rapport efface l'expérience vécue par les Palestiniens en définissant l'antisémitisme comme intrinsèquement antisémite et cherche à protéger le sionisme de toute critique. Cependant, le sionisme est l'idéologie politique qui sous-tend la création de l'État d'Israël et la justification idéologique de la Nakba. Les Palestiniens ont vécu la création d'Israël comme une dépossession et une oppression dues à l'exécution par les forces sionistes d'un nettoyage ethnique de masse planifié de la Palestine historique. En définissant l'opposition au sionisme comme antisémite, les recommandations du rapport menacent de faire taire la discussion sur ces expériences.
- Le rapport appelle à la persécution politique des Palestiniens et de leurs alliés en encourageant les universités à réprimer les campements d'étudiants pro-palestiniens et les manifestations de type « abus de pouvoir », tout en cherchant à modifier le code pénal pour permettre à la police de réprimer plus facilement les manifestations.
- Le rapport appelle à l'érosion des droits démocratiques des Palestiniens et de leurs alliés en encourageant les universités à s'opposer au mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) et aux boycotts universitaires d'Israël. Le BDS est un [mouvement non violent dirigé par les Palestiniens](#) qui vise à exercer une pression économique sur Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international, en s'inspirant de l'exemple réussi du mouvement anti-apartheid sud-africain.
- Le rapport encourage le Canada à renforcer le racisme systémique contre les Palestiniens en incitant le gouvernement fédéral et d'autres institutions à adopter la définition de travail controversée et anti-palestinienne de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui [associe la critique d'Israël et du sionisme à l'antisémitisme](#). Cette recommandation met le comité en porte-à-faux avec de larges segments de la [société civile](#), y compris l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU), qui a récemment adopté une résolution [s'opposant à l'IHRA](#) et défendant les 18 associations de professeurs qui ont approuvé des boycotts ou des sanctions à l'encontre d'Israël.

« Dans un rapport, la commission examine comment le racisme anti-palestinien contribue à la répression et à la violence contre les défenseurs de la Palestine ; dans l'autre rapport, la commission recommande de traiter l'activisme pro-palestinien (y compris les boycotts non violents) comme antisémite, avec l'intention de le faire cesser. C'est tout à fait incohérent et contradictoire », a déclaré M. Paterson.

CJPMO est particulièrement déçue de la décision du NPD de ne pas émettre d'opinion dissidente sur le rapport sur l'antisémitisme et ses recommandations. Cette décision contredit la récente [déclaration](#) du porte-parole du NPD pour la diversité et l'inclusion, Blake Desjarlais, qui s'est opposé à l'IHRA et a suggéré des définitions alternatives « pour s'assurer que la définition de travail du gouvernement fédéral n'est pas utilisée comme arme pour faire taire les critiques légitimes des institutions de l'État et de leurs actions ou pour nier les expériences d'autres personnes ». CJPMO exhorte le NPD à condamner publiquement le rapport et à clarifier que les protestations pro-palestiniennes, y compris le BDS, ne sont pas antisémites et ne devraient pas être combattues par le gouvernement

fédéral.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Michael Bueckert, VP, CJPMO :
613-315-7947 ou michael.bueckert@cjpme.org

[Courriel CJPMO](#) – [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2024

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca